

LES CONFÉRENCES

Conférence inaugurale

Mardi 02 juillet 2019 : 10h00-11h

L'unité dans la pluralité : quel vivre-ensemble pour nos sociétés à l'âge de la mobilité et de la mondialisation ?

Joseph MAÏLA, professeur de géopolitique et de relations internationales et Directeur du programme de Médiation à l'Institut de recherche et d'enseignement sur la négociation (IRENE) à l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales) (France).

Portées par l'ouverture sur le monde induite par la mondialisation culturelle et la globalisation économique, les sociétés contemporaines perdent tous les jours quelque chose de l'homogénéité et comme de l'immobilité apparentes qui les caractérisait. Prises dans le flux des échanges, humains, économiques, sociaux comme médiatiques, les sociétés d'aujourd'hui sont des espaces travaillés par des interactions multiples. La diversité humaine et culturelle qui semblait principalement l'apanage de sociétés issues historiquement de l'immigration ou alors plus récemment ouvertes à l'accueil des migrants tend à devenir une réalité inséparable des mutations commandées par la mobilité des populations et le décroisement des relations entre les nations. La mixité des cultures apparaît désormais comme un fait majeur des sociétés contemporaines.

L'intérêt suscité par l'étude de sociétés de plus en plus métissées et la question des relations complexes entre groupes d'origines diverses ne sauraient occulter le fait que nombre de sociétés ont longtemps vécu sous le régime de la diversité et de la pluralité des identités. Bien avant que les vagues de migrations deviennent des phénomènes concomitants de l'ère moderne, nombre d'Empires ont abrité des sociétés aux ethnies et identités multiples. L'éclatement, au lendemain de la première Guerre mondiale, des Empires austro-hongrois, ottoman et russe, puis plus tardivement de l'Union soviétique avait donné le signal de l'émancipation de nombre de nations, de groupes et de minorités inclus dans ces Empires multinationaux. De leur démantèlement ont surgi des États modernes dont beaucoup ont conservé en Europe orientale et balkanique, dans le Caucase, au Moyen-Orient une part de la mosaïque qui jadis les constituaient. Des sociétés pluricommunautaires se sont ainsi insérées dans une modernité politique qui a vu le nombre des États du monde passer de cinquante-et-un à près de deux-cents aujourd'hui.

La généralisation de la forme « État » à la quasi-totalité des sociétés du monde n'est pas allée sans problèmes. La délimitation des frontières, l'inclusion de populations différenciées, la difficile construction des sentiments d'appartenance et de citoyenneté ont scandé l'histoire des nations qui ont émergé comme États indépendants à la suite des vagues successives de décolonisation. Les tensions inhérentes à ces processus se sont tôt accompagnées de crises et de conflits dont certains furent particulièrement violents. Comme au siècle dernier, l'actualité récente bruisse des confrontations douloureuses d'un vivre-ensemble sans cesse bousculé par les soubresauts de l'histoire. Les derniers grands conflits qui ont secoué le monde se sont articulés autour de thématiques identitaires où le sentiment religieux, l'appartenance ethnique, celle résultant des solidarités tribales ou communautaires, ont joué peu ou prou un rôle de mobilisation très grand. Des conflits comme ceux jadis du Liban ou de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda, ou de la Centrafrique, de l'Irak, des Rohingyas aujourd'hui sont des crises qui ne s'expliquent jamais par des causalités simples, unilinéaires. Bien que ces conflits soient à dominante identitaire, ils ne peuvent pour leur compréhension être rapportés au seul facteur culturel quelles que soient ses dénominations. Mais il est tout aussi certain, que la rupture du vouloir vivre ensemble à la suite de l'érosion des liens de solidarité, des inégalités et des discriminations a donné le coup de grâce à la déconstruction des relations sociales. On constate l'importance du pacte du vivre-ensemble au moment des sorties de crise. De fait, lorsque des sociétés déchirées par la violence mettent un terme au cycle de la mort et des destructions et qu'elles envisagent la négociation et le dialogue comme des moyens de les clore, les questions liées à la réhabilitation de la vie en commun viennent à se poser. Ces questions ont trait à la représentation politique des composantes de la nation, à l'aménagement du pouvoir et sa répartition au sein des communautés ou sous-ensembles sociétaux, à la satisfaction réelle comme symbolique des revendications sociales, économiques ou politiques. Les solutions passent alors inéluctablement par la réconciliation, la réaffirmation de la volonté commune de vivre ensemble et partant par une redéfinition des valeurs et des règles qui les cimentent.

En définitive, au vu des multiples contextes de pluralisation, il est nécessaire de s'interroger sur la profonde mutation des sociétés qui fait de la diversité un bien commun qu'il faut savoir gérer. Les réponses ne vont pas d'elles-mêmes. On le voit tous les jours : l'ouverture des sociétés à l'autre, l'acceptation d'une différence destinée à prendre sa place dans l'espace public autant que dans celui plus emblématique de la commune citoyenneté ne se fait pas sans difficulté. Les réactions populistes en Europe et la montée de la xénophobie dans les démocraties occidentales, les murs érigés ou envisagés contre l'immigration dite « sauvage » ou pour marquer

des séparations symboliques, la surveillance, comme en Méditerranée, de rives devenues tout entières des ports improvisés pour des expéditions migratoires périlleuses, les exactions, les massacres puis le départ forcé et l'exil des minorités religieuses, chrétiennes et autres, du Proche-Orient, ne laissent pas d'interroger sur l'urgence et les complexités des problématiques de la diversité dans le contexte de la mondialisation. A l'instar des défis rencontrés sur des terrains sociaux minés par la précarité, terrains que connaissent bien les travailleurs sociaux, les refus de l'altérité, les haines, les discriminations et de manière générale l'exclusion constituent de redoutables obstacles à une intégration sociale harmonieuse ou, à tout le moins, d'une interaction apaisée entre des populations d'accueil et des populations déplacées.

Plusieurs questions se posent donc à la fois pour qui entend démêler l'écheveau contemporain du pluralisme sociétal et poser les questions afférentes à l'intégration sociale et au vivre ensemble.

À cet égard, il convient tout d'abord comme réflexion introductive aux sociétés plurielles de bien identifier les voies et trajectoires constitutives de leur diversité. La diversité dans les sociétés relève de l'histoire et de la sociologie des mobilités et des peuplements humains. Les aléas des conjonctures et des séquences temporelles autant que l'évolution interne propre aux groupes sociaux et plus largement aux nations, contribuent au façonnement des sociétés. Toutefois, dans ses aspects les plus modernes, le pluralisme sociétal et l'ouverture à la diversité – autant que son refus – tiennent également aux lignes d'orientation publiques des États, à la nature du contrat social sur lequel ils s'édifient, à leur conception de la citoyenneté et à leur vision des finalités de la vie en commun. Dans nombre de sociétés contemporaines, la diversité ne se résume pas à une donnée ou un fait issu d'une histoire advenue mais relève d'une politique d'accueil et d'intégration. Dans ce dernier cas ce sont des politiques publiques d'immigration qu'il faut interroger en même temps que, dans nombre de cas, des traditions de voisinage et de mobilité. Dans tous les cas, cependant, la diversité ne se réduit pas à un fait brut qui tombe sous le coup de l'évidence et que l'on constate. Elle relève bien plutôt d'une construction sociale que le regard sociologique s'attache à expliquer et à en comprendre la genèse voire la représentation sociale qu'il suscite. Il en va ainsi dans certaines sociétés, ne serait-ce que pour évoquer les configurations les plus maîtrisées, qui font de la reconnaissance des origines et de la visibilité des groupes et des minorités un fondement de leur identité et de leur droit. Ces sociétés revendiquent alors, sur le mode d'un « roman national », la multi-culturalité comme un mode de représentation et d'organisation de la société.

Un deuxième aspect important dans l'appréhension des sociétés plurielles réside dans la gestion et l'organisation de la diversité. Cette question se pose tant au plan des institutions politiques, et partant de la représentation politique des groupes constitutifs de la nation, que dans la reconnaissance des droits individuels et collectifs. Nombre d'États institutionnalisent la diversité et font de la représentation du pluralisme ethnique ou culturel une des bases de leur organisation constitutionnelle. Cette gestion du pluralisme pose un problème encore plus complexe quand elle en vient à concilier les droits personnes (droits de l'Homme) avec les droits culturels qui sont ceux du groupe culturel de référence.

Il reste, toutefois, que quels que soient les contextes et les trajectoires par lesquelles une société s'ouvre à la diversité, l'ultime question reste celle de l'insertion harmonieuse des différences dans l'ensemble sociétal le plus large. La communauté nationale est faite de toutes les diversités se reconnaissant dans un vivre-ensemble partagé. C'est le partage des valeurs et des finalités essentielles de la vie en société qui fonde la citoyenneté. A ce niveau, de multiples entraves à l'intégration ne manquent pas de surgir qui menacent le corps social tout entier de régression. Les comportements de rejet tout comme les discours ou les symboliques relatifs à des identités exclusives et d'exclusion ont, en effet, de redoutables conséquences. Ils concourent au délitement de la volonté de faire corps et affaiblissent les fondements d'une vie en commun reposant sur l'acceptation des différences.

C'est à ce point de rencontre entre des sujets en quête de dignité et de reconnaissance et l'urgente nécessité d'une action collective et solidaire d'émancipation et de progrès social que se situent la tâche, les défis ainsi que la noblesse du travail social de terrain entrepris au plus près des préoccupations humaines.